

JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

[Imprimer](#)

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

ARRETE MINISTERIEL n° 2791 MFPTEOP-DTSS en date du 22 mars 2010

ARRETE MINISTERIEL n° 2791 MFPTEOP-DTSS en date du 22 mars 2010 fixant les règles d'organisation des élections générales de représentativité des centrales syndicales de travailleurs.

Chapitre premier. - Dispositions générales.**Article premier. - Objet.**

En application des dispositions de l'article L85 bis du Code du Travail, le caractère représentatif des centrales syndicales de travailleurs légalement constituées est apprécié à l'issue d'élections générales organisées simultanément sur toute l'étendue du territoire national selon les modalités définies par le présent arrêté.

Art. 2.- Mode de scrutin.

Le mode d'élection est un scrutin majoritaire à un tour.

Art. 3. - Périodicité des élections.

Les élections générales de représentativité des centrales syndicales se déroulent tous les trois (3) ans en un seul jour pendant les heures de travail.

Art. 4. - Base d'appréciation de la représentativité

La représentativité de chaque centrale syndicale de travailleurs à l'échelon national est déterminée par les résultats obtenus aux élections.

A l'issue du vote, les centrales syndicales sont classées de la plus représentative à la moins représentative sur la base du nombre de suffrages obtenus.

Les pouvoirs publics doivent obligatoirement tenir compte de ce classement dans les séances de négociation et pour la représentation des travailleurs.

Chapitre II. - Organisation des élections.**Art. 5. - Electeurs.**

Le droit de vote est reconnu aux catégories de travailleurs des secteurs privé, parapublic et public dans les conditions ci-après : Pour les secteurs privé et parapublic :

- ▶ travailleurs titulaires d'un contrat à durée indéterminée depuis au moins six mois à la date d'ouverture des inscriptions sur les listes électorales.
- ▶ travailleurs titulaires d'un contrat à durée déterminée de 6 mois au moins à la date d'ouverture des inscriptions sur les listes électorales ;
- ▶ travailleurs titulaires d'un contrat de travail temporaire d'une durée de 6 mois au moins à la date d'ouverture des inscriptions sur les listes électorales ;
- ▶ travailleurs saisonniers revenant régulièrement dans l'entreprise et totalisant au moins six mois d'ancienneté à la date d'ouverture des inscriptions sur les listes électorales ;
- ▶ travailleurs journaliers totalisant un temps de présence dans l'entreprise au moins égal à cent trente jours au cours des douze derniers mois à la date d'ouverture des inscriptions sur les listes électorales.

Pour le secteur public :

- ▶ agents fonctionnaires
- ▶ agents non fonctionnaires
- ▶ agents contractuels.

Aucun travailleur ne peut être admis à voter s'il n'est inscrit sur les listes électorales.

Le vote est par ailleurs autorisé pour les travailleurs des entreprises en difficulté, en arrêt temporaire de travail, n'excédant pas six mois à la date d'ouverture des inscriptions sur les listes électorales.

Toutefois, les travailleurs des entreprises qui ne sont pas affiliées à l'institution de Prévoyance Retraite du Sénégal et à la Caisse de Sécurité Sociale sont exclus du vote.

Art. 6. - Convocation du collège électoral.

Les électeurs sont convoqués par arrêté du Ministre chargé du Travail au moins trente jours avant la date du scrutin.

Art. 7. - Organes électoraux.

Une Commission électorale nationale est instituée par arrêté du Ministre chargé du Travail. Cette commission, présidée par le Ministre chargé du Travail ou son représentant, est composée :

- ▶ des représentants de chacune des centrales syndicales de travailleurs en lice, en nombre égal ;

- des représentants de chacune des organisations d'employeurs, en nombre égal ;
- des représentants de l'Administration.

La Commission électorale nationale est chargée de l'organisation et de la coordination des opérations électorales sur toute l'étendue du territoire national.

Dans chaque circonscription départementale, il est institué, par arrêté du préfet, une commission électorale.

Cette commission présidée par le préfet ou son représentant comprend :

- des représentants de chacune des centrales syndicales de travailleurs en lice, en nombre égal ;
- des représentants de chacune des organisations d'employeurs, en nombre égal ;
- des représentants de l'Administration.

Ces organisations doivent faire connaître aux présidents des commissions électorales, les nom, prénom, profession et adresse de leurs représentants au sein des dits organes.

Art. 8. - Fichier électoral.

Dans chaque circonscription départementale, l'inscription des électeurs est assurée par des commissions ad hoc mises en place par arrêté du préfet qui en détermine le nombre, la composition et les lieux d'implantation. La commission ad hoc présidée par un délégué de l'Administration et comprend en outre un représentant de chaque centrale en lice.

Dans les trente jours qui suivent l'ouverture des inscriptions, les employeurs publics et privés sont tenus de faire parvenir à la commission ad hoc la liste complète de leurs effectifs salariés en deux exemplaires suivant un modèle fourni par l'Administration.

La commission ad hoc délivre à l'employeur un accusé de réception des listes déposées.

Ces listes, établies conformément aux dispositions de l'article 5 et validées par la commission ad hoc, sont affichées sur les lieux de travail dans les emplacements habituels réservés à l'information du personnel.

Tout travailleur qui constate l'omission de son nom sur les listes affichées peut saisir son employeur ou l'Inspecteur du Travail et de la Sécurité sociale du ressort.

Les listes complémentaires établies par les employeurs sont validées et affichées dans les mêmes conditions.

A l'issue de la clôture de cette période d'inscription, un délai de recours supplémentaire de quinze jours est accordé aux travailleurs ainsi qu'aux centrales syndicales pour saisir l'Inspecteur du Travail et de la Sécurité sociale qui statue en premier et dernier ressort. Toutes les réclamations qui lui sont soumises doivent être vidées, au plus tard, dans les cinq jours qui suivent.

Les décisions de l'inspecteur sont notifiées à la commission ad hoc ainsi qu'aux parties.

La commission électorale nationale dispose d'un délai de quinze jours à l'issue du délai accordé à l'inspecteur du Travail et de la Sécurité sociale pour valider, consolider et publier le fichier.

Chaque centrale en lice reçoit un exemplaire du fichier.

Art. 9. - Bureaux de vote.

Le vote se déroule dans les entreprises, les établissements et services privés, publics et parapublics.

Le nombre total de bureaux de vote dans chaque département est déterminé par le préfet sur proposition de la commission électorale départementale.

Dans le cas où l'effectif d'une entreprise, d'un établissement ou d'un service ne justifie pas la constitution d'un bureau de vote, il peut être organisé un vote groupé de travailleurs n'appartenant pas à une même entreprise ou à un même service.

Lorsque l'importance de l'effectif des électeurs le justifie, il peut être procédé au regroupement de plusieurs bureaux en un centre de vote.

Chaque bureau de vote est composé d'un président choisi parmi les agents de l'Etat de la hiérarchie A ou B, d'un assesseur et d'un secrétaire, nommés par arrêté du préfet.

Deux membres du bureau de vote, au moins, doivent être présents tout au long du scrutin. En cas d'empêchement, le président est remplacé par l'assesseur.

Les listes des membres des bureaux de vote sont communiquées à chaque centrale syndicale vingt jours au moins avant la date du scrutin.

Dans les dix jours suivant cette communication, chaque centrale syndicale peut, par acte motivé, récuser un membre du bureau de vote.

Les centrales syndicales sont représentées en qualité d'observateurs dans les bureaux de vote à raison d'un représentant par centrale.

La liste des représentants, titulaires et suppléants, des centrales est communiquée à la commission électorale départementale quinze jours au moins avant le vote.

Les représentants désignés des centrales ont accès à tous les documents et peuvent formuler des observations qui sont portées au procès verbal.

Les membres du bureau de vote, ainsi que les représentants des centrales syndicales inscrits sur la liste électorale du département, sont admis à exercer leur droit de vote dans le bureau où ils siègent.

La police du bureau de vote est assurée par le président.

Art. 10. - Organisation matérielle du scrutin.

Dans chaque bureau de vote, le matériel électoral comprend obligatoirement :

- ▶ l'urne ;
- ▶ un ou plusieurs isoairs ;
- ▶ des enveloppes de vote ;
- ▶ des grandes enveloppes ;
- ▶ les bulletins de vote ;
- ▶ la liste d'émargement ;
- ▶ les feuilles de dépouillement ;
- ▶ les procès verbaux du vote ;
- ▶ les cachets (« A VOTE », « ORIGINAL », « COPIE », « DATEUR ») ;
- ▶ la cire à cacheter.

Il est pourvu pour chaque centrale un nombre de bulletins de vote au moins égal au nombre d'électeurs inscrits.

Les bulletins de vote sont imprimés dans la couleur choisie par la centrale et portent mention de sa dénomination, de son sigle et éventuellement de son symbole.

Art. 11. - Identification de l'électeur.

L'électeur se présente au bureau de vote muni d'un bulletin de salaire délivré dans les six (6) mois précédant le scrutin et de l'une des pièces d'identification en cours de validité ci-après désignées :

- ▶ carte nationale d'identité ;
- ▶ passeport ;
- ▶ permis de conduire ;
- ▶ carte consulaire.

Art. 12. - Déroulement du vote.

Le vote est secret.

L'électeur prend lui-même une enveloppe et l'ensemble des bulletins de vote mis à sa disposition. Il passe obligatoirement à l'isoloir pour mettre le bulletin de son choix dans l'enveloppe. Il introduit ensuite lui-même son enveloppe dans l'urne et émarge sur le registre.

Le vote par correspondance est autorisé pour les travailleurs qui, pour des raisons professionnelles, ne peuvent être présents sur les lieux de vote, le jour du scrutin. Il en est de même pour ceux dont les contrats sont suspendus pour congé, maladie, maternité, disponibilité ou chômage technique.

Le vote par correspondance s'effectue par courrier accompagné des pièces justificatives. Ce courrier est adressé sous double enveloppe estampillée " vote par correspondance/confidentiel " au président du bureau de vote sous le couvert du préfet. Les votes par correspondance sont examinés et pris en compte à la fin du dépouillement.

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Le vote se déroule de huit heures à dix huit heures sans prolongation.

Toutefois, les électeurs présents dans le centre de vote, à l'heure de la clôture, accomplissent leur droit de vote.

Art. 13. - Dépouillement du vote.

Aussitôt après la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement. L'urne est ouverte et le nombre d'enveloppes est vérifié. Si ce nombre est supérieur à celui des émargements, il en est fait mention au procès verbal.

Si une enveloppe contient des bulletins appartenant à des centrales différentes, le vote est nul.

Les bulletins multiples ne comptent que pour une voix quand ils ne concernent qu'une seule centrale.

Sous réserve des votes exprimés par correspondance, sont considérés comme nuls dans les résultats du dépouillement :

- ▶ les bulletins sur lesquels les votants se sont fait connaître ;
- ▶ les bulletins retrouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans des enveloppes non réglementaires ;
- ▶ les bulletins ou enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance.

Les résultats du dépouillement sont portés au procès verbal qui est clos par la signature des membres du bureau de vote, qui peuvent également y mentionner leurs observations.

Le président du bureau de vote, le préfet, ainsi que les représentants des centrales syndicales reçoivent chacun un exemplaire du procès verbal. L'original du procès verbal est transmis à la commission électorale départementale avec les pièces annexées.

Chapitre III. - Recensement des votes et proclamation des résultats.**Art. 14. - Recensement des votes.**

Les commissions électorales départementales procèdent au recensement des votes à partir des procès verbaux des bureaux de vote. Elles peuvent rectifier, redresser ou annuler ces procès verbaux. Elles sont tenues dans ces cas de motiver leur décision et d'en faire la remarque sur le procès verbal.

La Commission électorale nationale procède au recensement des votes à partir des procès verbaux des commissions électorales départementales. Elle peut rectifier, redresser ou annuler des procès verbaux.

En cas de destruction, de substitution, de perte ou de vol des originaux de procès verbaux, les exemplaires détenus par le préfet ou par les deux tiers des centrales en lice font foi.

Art. 15. - Mode de délibération.

Les commissions électorales délibèrent lorsque la majorité de leurs membres sont présents ou dûment représentés.

Les décisions sont prises par consensus ou à la majorité des deux tiers (2/3) des membres. Si cette majorité n'est pas obtenue, elles délibèrent sous la seule responsabilité des représentants de l'Administration et des employeurs.

Art. 16. - Proclamation des résultats. La Commission électorale nationale proclame les résultats provisoires à l'issue de sa délibération. Les résultats définitifs interviennent après épuisement des voies de recours prévues à l'article 17.

Chapitre IV. - Contestations.

Art. 17. - Recours juridictionnel.

Les centrales syndicales ayant participé à l'élection peuvent introduire, dans les cinq jours suivant la proclamation provisoire des résultats par la Commission électorale nationale, un recours en annulation devant la Cour d'Appel de Dakar.

Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et moyens allégués.

La Cour d'Appel statue dans un délai dix jours à compter de l'enregistrement de la requête au Greffe.

Chapitre V. - Dispositions diverses.

Art. 18. - Contrôle des opérations électorales.

Les inspecteurs et les contrôleurs de travail et de la sécurité sociale sont chargés de la supervision du vote. Leurs observations sont consignées dans un rapport transmis à la Commission électorale nationale dans les quarante huit heures suivant le scrutin.

Dans chaque circonscription départementale, les centrales syndicales peuvent désigner trois mandataires chargés de suivre la régularité des opérations électorales. En cas de manquement constaté, ils en informent les membres du bureau de vote, les membres de la commission électorale départementale ou l'inspecteur du travail et de la sécurité sociale du ressort.

Art. 19. - Interdictions. Les réunions, attroupements, rassemblements et affichages sur les lieux de vote ou leurs abords immédiats sont formellement interdits le jour du scrutin. Il en est de même de la distribution des bulletins de vote et des documents de propagande électorale.

Art. 20. - Abrogation.

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, notamment les arrêtés n° 5630 du 30 juin 2004 et n° 006657 du 13 août 2004.

Art. 21. - Disposition finale.

Le Directeur Général du Travail et de la Sécurité sociale et le Directeur Général de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

<http://www.jo.gouv.sn>